

AU SOIR D'ALGÉRIE :

l'implosion du PAGS»

(2^e partie et fin)

Ils considéraient qu'un coup d'Etat pouvait en appeler un autre comme ce fut le cas en Amérique latine, qu'il ouvrait la porte à l'instabilité politique et à l'étouffement des libertés démocratiques et syndicales élémentaires, et qu'il favorisait les tentatives des puissances impérialistes de s'ingérer dans nos affaires afin de reprendre pied chez nous.

L'ORP (Organisation de la résistance populaire) était une alliance au sommet entre des dirigeants communistes et progressistes, membres du FLN, pour s'opposer au coup d'Etat et réclamer le respect de la Constitution adoptée par le peuple au lendemain de l'indépendance, la libération de Ben Bella, et la poursuite de l'option socialiste contenue dans la Charte d'Alger adoptée par le congrès du FLN.

Cette organisation, qui s'était constituée quelques jours après le coup d'Etat, n'avait pas encore réussi à obtenir des assises populaires, au moment de l'arrestation d'une partie de sa direction et de plus d'une centaine de militants communistes et nationalistes qui l'avaient rejointe.

Ces arrestations portèrent un coup dur à cette organisation. Les dirigeants et militants qui l'avaient rejointe et n'avaient pas été arrêtés poursuivirent le combat en s'organisant en 1966 dans le Parti de l'avant-garde socialiste.

Vous êtes traîné pendant des années de prison en résidence surveillée. La dernière ville qui vous accueille est Tia-ret. Vous allez réimplanter le PAGS, dans une ville où il n'y avait plus de communistes. Comment avez-vous réussi à mobiliser essentiellement les jeunes ?

Tout d'abord, une précision : tout ce qui a été réalisé à Tiaret, pendant mon séjour dans cette ville, est l'œuvre d'un collectif de jeunes et de l'appui de nombreuses personnes qui sympathisaient avec nos idées. Ma contribution a été modeste, et il est erroné de m'attribuer les résultats de cette activité. On la doit beaucoup plus à d'autres personnes, notamment mon camarade Ichou Benamar, assigné également à résidence dans cette ville, et ensuite à Abdelkader Bouteldja qui, après avoir été au FLN et à la JFLN, a rejoint les rangs du PAGS. Il est vrai que mon expérience politique et organisationnelle communiquée à ces camarades les orientait dans leur activité. En outre, les conditions d'une mobilisation des jeunes existaient, car il y avait chez eux à la fois une soif de s'instruire, de se cultiver, de s'organiser et d'agir pour régler les problèmes auxquels ils étaient confrontés. Le noyau de jeunes avec lesquels Benamar Ichou avait tissé des liens d'amitié nous a permis d'organiser cette jeunesse et l'aider à satisfaire ses aspirations à travers le ciné-pop puis d'une université populaire où des cours étaient dispensés par des professeurs progressistes français qui enseignaient au titre de la coopération. Moi-même je dispensais des cours de comptabilité. Un noyau de jeunes a ainsi adhéré au PAGS. Parmi ce noyau, un camarade a pris en charge l'activité en direction des ouvriers et du mouvement syndical. Toute cette activité a permis de renforcer les rangs du PAGS à Tiaret. Elle a débouché aussi sur la jonction avec le mouvement paysan dans la région qui était engagé pour l'application des dispositions prises dans le cadre de la loi sur la «Révolution agraire». J'ajouterai que

l'aile progressiste de la petite bourgeoisie au pouvoir dirigée et impulsée par le président Boumediène avait réussi à prendre le dessus sur l'aile conservatrice favorable au libéralisme économique et à l'étouffement des libertés démocratiques pour les travailleurs.

La nationalisation des hydrocarbures et des autres richesses minières et l'utilisation des revenus de leur exploitation par des sociétés publiques ont contribué à l'industrialisation du pays. Cette industrialisation a pu se réaliser par sa prise en charge des sociétés publiques et des capitaux appartenant au jeune Etat algérien. Toutes ces mesures économiques puis sociales au service du peuple ont été accompagnées d'une vie démocratique associant de plus en plus le peuple à la gestion du pays. Le soutien accordé par les communistes à ces mesures a créé les conditions de leur libération des prisons où le pouvoir issu du coup d'Etat les avait jetés.

A votre retour à Alger, vous êtes cadre dans une société nationale. Par contre, en ces années 1970, le PAGS ne vous confie pas de responsabilité en dépit de votre longue expérience dans le combat communiste. Pourquoi ?

Je n'ai jamais questionné mes camarades du PAGS à ce propos pour la simple raison que je considérais que la présence d'un militant dans une direction relevait du choix de ses camarades. A mon retour à Alger, sans doute, la direction du parti a-t-elle pu juger, qu'en raison de mon arrestation, il était préférable pour la sécurité de l'activité clandestine du PAGS de ne pas me confier une responsabilité même si mon expérience pouvait lui être utile.

Et sans doute, à cette époque, la direction du PAGS pouvait hésiter à confier des responsabilités à des camarades qui, comme moi, avaient subi la répression et qui étaient plus ou moins fatigués, afin de les laisser souffler un peu, ou encore parce qu'elle n'avait pas suffisamment d'informations sur mon comportement face à la répression.

Ce n'est pas parce que j'ai eu des responsabilités dans le Parti communiste algérien que je dois les conserver toujours. Mon expérience peut être également transmise même si je milite comme on dit à la base. Cela ne peut faire que du bien de militer seulement à la base.

Et d'ailleurs, entre la base et la direction, il y a toujours des relations étroites dans un parti où le centralisme démocratique révolutionnaire est respecté. Mais je n'exclus pas non plus que les pressions exercées de l'extérieur du parti ont pu conduire à des positions d'étroitesse nationaliste pour éviter dans les directions la présence de militants de mon origine. Je ne suis pas certain de cela.

Mais la réponse à cette question et à d'autres plus importantes fait partie du besoin impératif de l'étude collective de l'histoire de notre Parti communiste algérien et du PAGS. Cela dit, je vous rassure, dans le PCA comme dans le PAGS, les relations entre camarades de toutes origines ethniques étaient empreintes d'une fraternité qui a fait notre force. Cette fraternité reposait sur nos convictions idéologiques et politiques.

Comment analysez-vous, près de 25 ans après, la sortie de la clandestinité du PAGS et son implosion ?

Avant de répondre à cette question, je

tiens à souligner le grand mérite de ce parti, de sa direction et de ses militants, de ses sympathisants qui, pendant près de 24 années de clandestinité, ont réussi, dans des conditions difficiles, à poursuivre le combat au service des couches laborieuses de notre pays. Comme je l'ai déjà souligné, l'histoire du PCA et du PAGS reste à faire. Elle mérite d'être connue, non seulement pour dissiper les mensonges de ceux qui dénigrent ces deux partis, mais aussi pour instruire et inspirer les jeunes générations dans leur combat actuel. Il appartient aux militants de ces deux partis restés encore attachés à notre idéal et à ceux du Parti algérien pour la démocratie et le socialisme de réaliser cette tâche si vitale. Cela dit, à la sortie de la clandestinité, les hésitations de la direction du PAGS pour mener son activité au grand jour, en raison de la situation résultant de la répression, qui s'était abattue sur les jeunes et les militants du PAGS lors de la révolte de 1988, et aussi de la montée de l'intégrisme religieux, ont été un frein pour son développement et sa liaison nécessaire avec les masses laborieuses. Le soutien, dans les années 1980, qu'elle avait accordé au président Chadli alors que celui-ci remettait en cause progressivement tous les acquis progressistes obtenus auparavant préfigurait déjà des reculs ultérieurs de cette direction. Elle n'a donné aucun mot d'ordre clair pour combattre les projets de restitution des terres nationalisées, la mise en place d'un ensemble de textes qui préparaient la privatisation des entreprises publiques et la libéralisation du commerce extérieur. Elle n'a pas procédé à une analyse sérieuse de l'accentuation de la nature de classe du régime, notamment de son option pour la défense du capitalisme après les événements d'Octobre 1988.

Cette direction s'est alors désintéressée des initiatives prises à la base par ses militants pour aller aux masses, avec son absence dans le choix des candidats du parti et de leur programme pour les élections municipales ou encore dans la préparation de la manifestation paysanne qui s'est déroulée à Alger pour s'opposer aux objectifs de la loi d'orientation foncière de novembre 1990 visant clairement à la restitution des terres nationalisées.

Dans ces conditions, les dirigeants du courant islamiste moyenâgeux du FIS ont réussi à asseoir davantage leur emprise sur les masses populaires mécontentes qui voulaient se débarrasser du système en place qui s'était éloigné de leurs aspirations.

Ajoutons que cette direction était divisée sur le texte d'orientation présenté au congrès qui s'est tenu dans les conditions de la légalité. Le texte adopté par le congrès était loin de régler les problèmes d'orientation politique du parti. Il était empreint de l'idéologie social-démocrate qui avait gagné les esprits de la majorité de la direction, surtout au lendemain de la disparition de l'Union soviétique et des autres pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Dans ces conditions, l'implosion du PAGS n'a pas tardé. La majorité de sa direction refusant de définir une stratégie d'un parti communiste fidèle aux principes marxistes-léninistes pour épouser celle de la «modernité», «ce masque élégant de la défense «moderne du capitalisme», comme l'indique si bien le Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS) dans son carnet n°8 (1996) con-

cré au 60^e anniversaire du PCA et au 30^e du PAGS.

Vous avez contribué à la naissance du PADS ? C'est quoi, dans l'Algérie et le monde actuels, être communiste ?

Je n'ai pas contribué à la naissance du PADS. Au moment de sa création, j'étais absorbé par la responsabilité que j'avais à *Alger républicain* et j'hésitais. C'était une erreur de ma part de m'engager dans cette initiative lancée par des camarades du PAGS dont certains n'étaient pas suffisamment connus de mon côté. J'ai adhéré au PADS en 1994. Etre communiste de nos jours, c'est demeurer fidèle à notre idéologie marxiste-léniniste toujours vivante et actuelle même si l'Union soviétique a disparu. Etre communiste dans le monde actuel, c'est résister aux mensonges des médias capitalistes sur l'expérience de l'URSS et des autres pays socialistes, c'est la faire connaître dans sa réalité avec tout ce qu'elle a apporté pour le progrès de toute l'humanité, pour la paix du monde, pour la liberté des peuples dominés par le colonialisme, et dans ses faiblesses favorisées par les courants opportunistes pour la détruire. C'est continuer à éveiller la conscience des couches laborieuses qui souffrent des méfaits du capitalisme. C'est déclarer et expliquer que ce système a fait son temps et qu'il faut le détruire pour construire une autre Algérie, un autre monde où la fraternité et la paix régneront entre les hommes quand seront supprimées l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination d'un peuple sur un autre. Etre communiste aujourd'hui en Algérie et dans le monde, c'est adopter une stratégie pour la destruction du capitalisme et la construction du socialisme. Certes, cette stratégie ne négligera pas du tout, au contraire, l'organisation des luttes quotidiennes pour des revendications immédiates (droit au travail, à des conditions humaines de travail, au logement, à la santé, à la paix, etc.).

Ce combat doit passer par l'organisation des masses populaires et leur intervention dans le choix des solutions qui doivent être constamment rattachées à cet objectif stratégique du socialisme. Ce combat doit aussi passer par la construction d'un Parti communiste enraciné dans la classe ouvrière et d'une large alliance populaire des ouvriers avec les autres couches laborieuses du pays qui sont les outils de la réalisation de cet objectif stratégique. C'est cela le plus important de nos jours pour être communiste.

Certains peuvent nous traiter d'utopistes, mais ce qui peut paraître une utopie aujourd'hui deviendra une réalité dans l'avenir. Dans la société esclavagiste, les révoltes ont été souvent étouffées par la force, mais, en définitive, ce système a été détruit. On peut citer d'autres exemples comme celui de la défaite de la Commune de Paris qui était anticapitaliste mais qui a été ensuite vengée par la Révolution socialiste d'octobre. On peut aussi penser à l'expérience de l'Algérie : aux révoltes défaites après l'occupation coloniale de 1832, mais toutes les luttes menées ensuite ont abouti en 1962 à l'indépendance. Etre communiste, c'est apprendre à refuser le défaitisme, les solutions illusoire qui nous détournent de l'objectif stratégique.

A. M.